Notre congrès doit discuter d'un programme économique de sortie du capitalisme

Alors que Mélenchon a présenté un programme antilibéral complet et chiffré, la majorité actuelle ne veut pas défendre et populariser un projet communiste actualisé. Répéter en boucle quelques mesures d'urgence sans l'inscrire dans une cohérence politique nous rend inaudible. Cela indique que nous n'avons pas de projet alternatif. D'ailleurs, nous n'osons même plus parler de socialisme ou de communisme à une échelle large. Cela nous réduit au mieux à une posture luttiste de résistance aux attaques, au pire à rejoindre les perspectives stratégiques des réformistes qui eux élaborent (http://www.cadtm.org/Les-defis-pour-la-gauche-dans-la).

Nous ne partons pourtant pas de rien pour définir un programme. Dans le manifeste de la LCR de 1972 (Ce que veut la Ligue communiste), plusieurs axes étaient avancés sur ce que devait faire un gouvernement des travailleurs pour « *réorganiser l'économie* » : « *la nationalisation sans indemnité, ni rachat, c'est-à-dire l'expropriation des principaux trusts capitalistes* » ; « *un plan centralisé, démocratiquement discuté et élaboré par les travailleurs, et adapté à leurs besoins* » pour sortir de la loi du marché ; « *l'autogestion ouvrière* » avec des « *comités d'usine* » qui dans un premier temps contrôlent les directions élues des entreprises avant de prendre en charge pleinement la gestion des entreprises ; le « *monopole du commerce extérieur* » pour neutraliser le sabotage capitaliste. Ces axes sont toujours pertinents, même s'ils doivent être bien sur réactualisés et approfondis.

Collectivisation

L'axe central de notre propagande doit être le combat pour la défense de la propriété collective des grands moyens de production : il faut exproprier les grands groupes capitalistes. Il ne s'agit pas de nationaliser quelques grandes entreprises en payant grassement les capitalistes, en ne changeant rien à leur fonctionnement, et en les soumettant à la loi du marché. C'est ce qui a été fait en 1981 où le secteur bancaire et quelques groupes industriels ont été nationalisés, avec l'illusion que cela constituait un début de rupture avec le capitalisme et de transition vers le socialisme. Mais l'État bourgeois a alors joué le rôle de « capitaliste collectif » et les lois du marché l'ont emporté sur une planification virtuelle. Pour qu'il en soit autrement, il faut que les nationalisations (sans indemnités pour les gros actionnaires) concernent l'ensemble des secteurs clé de l'économie, et que celles-ci se fassent concomitamment à la mise en place d'un plan centralisé et de la transformation des rapports de production dans les entreprises (autogestion).

Planification

Un plan doit être élaboré démocratiquement pour décider des grands choix de production, de l'allocation des ressources entre les grands secteurs de l'économie, la sphère des services publics (sphère de la gratuité) et la sphère de la production monétaire (et à l'intérieur de celle-ci entre les biens de production et les biens de consommation). Les prix seront encadrés et les entreprises paieront des cotisations salaires (pour les caisses de salaires) et des cotisations économiques (pour les caisses d'investissement). Chaque travailleur aura une place dans la division du travail, aura un droit politique à un salaire à vie versé par les caisses de salaires. Le marché du travail sera donc aboli et les travailleurs décideront des hiérarchies salariales. Les caisses d'investissement (gérées par les travailleurs) verseront des subventions d'investissement aux entreprises, dans le respect des choix de la planification nationale. L'investissement sera donc socialisé et il ne sera plus financé par le crédit. Un monopole public bancaire détiendra le monopole de création monétaire, déterminera la quantité de monnaie qui devra être créée chaque année, et versera cette nouvelle monnaie aux caisses d'investissement, permettant le financement d'une éventuelle production supplémentaire. Le marché ne sera pas aboli du jour au lendemain, mais les mécanismes marchands seront subordonnés à la logique de la planification (celle de la satisfaction des besoins et de la préservation de l'écosystème).

Autogestion

La propriété collective des moyens de production est une condition nécessaire mais pas suffisante de la maîtrise de l'appareil productif. Les travailleurs peuvent être formellement « propriétaires » des moyens de production, mais peuvent ne pas en avoir la maîtrise. Dans ce cas, le mode de production n'est plus capitaliste, mais il n'est pas communiste pour autant. Une classe de bureaucrates ou d'encadrants exerce alors sa domination sur les travailleurs (URSS). C'est pourquoi notre socialisme sera autogestionnaire et exige la transformation des rapports de production pour permettre une appropriation réelle du processus de travail. La technique, les moyens de production ne sont pas « neutres » : ils sont marqués du sceau de l'exploitation capitaliste et ils devront être transformés et repensés. Dans le cadre des objectifs du plan, les travailleurs devront organiser le travail, choisir les technologies, contrôler les dirigeants dans la perspective de faire dépérir la division entre dirigeants et exécutants.

Monopole du commerce extérieur et rupture avec l'UE

Dans les années 1970, le PS prétendait rompre avec le capitalisme sans rompre avec le libre-échange et la CEE. Dès 1981, et alors même que le PS a juste tenté une relance keynésienne, il a du subir des attaques contre le franc et la concurrence étrangère, ce qui a provoqué le fameux tournant de la « rigueur ». Un gouvernement qui voudrait rompre avec le capitalisme devrait évidemment ne pas se soumettre à la loi des

marchés capitalistes. Il devrait instaurer un monopole du commerce extérieur afin de ne pas mettre en concurrence la production de la nouvelle économie socialiste avec celles des économies capitalistes. Cela ne signifie pas que l'économie socialiste sera autarcique, mais que les échanges avec l'extérieur seront contrôlés politiquement par les travailleurs. Dans ce cadre, la monnaie sera « inconvertible », c'est-à-dire non cotée et échangeable sur les marchés financiers. Cela ne signifie pas que la monnaie ne pourra jamais être convertie en une autre monnaie, mais que cette conversion se fera sous le contrôle des institutions de l'État ouvrier.

Si on se pose la question du pouvoir un minimum concrètement, il faut donc intégrer la rupture avec l'UE et avec l'euro à notre programme. Un gouvernement des travailleurs devra exercer pleinement sa souveraineté. Dire simplement qu'on est pour une Europe des travailleurs, c'est botter en touche, parler du point d'arrivée sans parler du chemin pour y aller ! En associant toute forme de rupture avec l'UE à une dérive nationaliste ou pire encore, notre parti parle comme le PS et culpabilise les travailleurs qui vomissent l'UE à juste titre, au lieu d'inscrire cette rupture dans notre programme.

Nous avons aujourd'hui besoin de construire le NPA comme une organisation qui défende un projet de société communiste, en rupture avec l'ordre existant et tous ses appareils idéologiques. Ce sera un des enjeux du prochain congrès.

, le 1 janvier 1970